

Comité régional de suivi

Consultation écrite du 1^{er} au 15 décembre 2017

Réunion technique du 30 novembre 2017



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

Ordre du jour

Etat de la programmation et de la mise en œuvre du PON FSE – Axes 1 et 2 :

avancement de la programmation – des indicateurs de performance-des objectifs de certification

Calendrier de lancement et de réponse aux appels à projets

Suite du programme et plan d'action

Etat de la programmation sur l'axe 3 :

Point actualisé– cibles - certification

Résultat des négociations portant sur le renouvellement des subventions globales

2018/2020 et cibles régionales prévisionnelles 2018-2020

Retour sur la réunion de réseau DGEFP

Calendrier prévisionnel 2018 et résultats consolidés de l'analyse régionale des risques

Etat de la programmation et de la mise en œuvre de l'IEJ

Résultats prévisionnels 2015-2017

Prolongation du programme et modification du PON

Point sur la communication :

Résultat des trophées FSE DGEFP

Calendrier et critères de sélection des projets régionaux 2018 - réalisation de vidéos par la DIRECCTE

Présentation de la maquette globale



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

PON FSE 2014 - 2020

Etat de la programmation globale

Etat de la programmation FSE en PACA	
Maquette financière initiale FSE 2014-2020 - Région PACA (dont réserve de performance)	158 192 783,00
	Montant FSE programmé
Axe 1 - Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat	7 807 521,00
Axe 2 - Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels	9 750 455,00
Axe 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	53 420 581,00
Axe 4 - Assistance technique	700 543,13
Total programmé fin 2017	71 679 100,13
Taux de programmation fin 2017	45,31%
Reste à programmer	86 513 682,87

AXE 1

Etat d'avancement de la programmation

	Maquette initiale	Conventionné		Recevable		Instruit		TOTAL	Reste à programmer	Taux de programmation
		Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant			
1.8.1.1 - Accompagner les DE - Jeunes	2 000 000	0	0	2	87 584	18	809 066	896 650	1 103 350	45%
1.8.1.1 - Accompagner les DE	5 000 000	4	531 608	3	816 744	0	0	1 348 352	3 651 648	27%
1.8.3.1 - Augmenter le nombre de créateurs/repreneurs	7 000 000	9	2 209 370	3	852 150	17	2 592 320	5 653 840	1 346 160	81%
1.10.1.1 - Prévention du décrochage scolaire	5 000 000	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000	0%
	19 000 000	13	2 740 978	8	1 756 478	35	3 401 386	7 898 842	11 101 158	42%

PROJECTION 31/12/20	FSE moyen par dossier (FSE prévisionnel / nombre d'années)	Extrapolation jusqu'en 2020 (FSE moyen * nombre d'années de programmation restantes)
1.8.1.1 - Accompagner les DE - Jeunes	1 422 250	4 266 750
1.8.1.1 - Accompagner les DE		
1.8.3.1 - Augmenter le nombre de créateurs/repreneurs	2 742 224	8 226 672
1.10.1.1 - Prévention du décrochage scolaire	0	0
	4 164 474	12 493 422

AXE 2

Etat d'avancement de la programmation

	Maquette initiale	Conventionné		Recevable		Instruit		TOTAL	Reste à programmer	Taux de programmation
		Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant			
2.8.5.1 - Mutation économique	3 000 000	3	344 963	2	1 002 924	0	0	1 347 887	1 652 113	45%
2.8.5.2 - Egalité salariale	3 000 000	1	125 638	0	0	0	0	125 638	2 874 362	4%
2.8.5.3 - Formation des actifs	17 000 000	5	3 713 147	3	4 335 783	1	228 000	8 276 930	8 723 070	49%
2.8.5.5 - Revitalisation des bassins d'emploi	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000	0%
2.8.6 - Conditions de travail des seniors	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000	0%
	29 000 000	9	4 183 748	5	5 338 707	1	228 000	9 750 455	19 249 545	34%

PROJECTION 31/12/20	FSE moyen par dossier (FSE prévisionnel / nombre d'années)	Extrapolation jusqu'en 2020 (FSE moyen * nombre d'années de programmation restantes)
2.8.5.1 - Mutation économique	690 524	2 071 572
2.8.5.2 - Egalité salariale	41 918	125 754
2.8.5.3 - Formation des actifs	3 537 161	10 611 483
2.8.5.5 - Revitalisation des bassins d'emploi	0	0
2.8.6 - Conditions de travail des seniors	0	0
	4 269 603	12 808 809

PON FSE 2014 - 2020

Mise en œuvre du programme – Indicateurs Axes 1 et 2

AXE 1

	Chiifres atteints selon BiMDFSE			
	Chômeurs + Inactifs	Cout moyen/participant	Reste à programmer	Projection théorique
1.8.1.1 - Accompagner les DE - Jeunes	3 300	334	1 194 671	3 573
1.8.1.1 - Accompagner les DE	5 125	263	3 651 648	13 880
1.8.3.1 - Augmenter le nombre de créateurs/repreneurs	13 086	432	1 346 160	3 116
1.10.1.1 - Prévention du décrochage scolaire	60			
Nombre de participants total fin 2017	21 571			20 569

AXE 2

	Chiifres atteints selon BiMDFSE			
	Chômeurs + Inactifs	Cout moyen/participant	Reste à programmer	Projection théorique
2.8.5.1 - Mutation économique	190	7 094	1 652 113	233
2.8.5.2 - Egalité salariale	30	4 188	2 874 362	686
2.8.5.3 - Formation des actifs	6 076	1 362	8 723 070	6 404
2.8.5.5 - Revitalisation des bassins d'emploi	-			
2.8.6 - Conditions de travail des seniors	-			
Nombre de participants total fin 2017	6 296	-		7 323

Synthèse des dossiers traités par le SFSE

Bilan du 2ème semestre 2017:
Après la période d'animation: un temps consacré à l'instruction

Publication de l'AP EAV en septembre: 19 dossiers déposés

Bonne mobilisation des ML sur cet AP « clés en mains », permettant de viser

3190 nouveaux jeunes

Toujours aucun dépôt sur les thématiques femmes et seniors

Nouvelle salve d'AP publiée le 13 novembre – toutes thématiques hors création d'activité: dépôts en cours.

AXE - PI - OS	Nombre total de dossiers	Nombre de demandes reçues en 2017
1.8.1.1	35	28
1.8.3.1	36	23
1.10.1	4	1
2.8.5.1	8	2
2.8.5.2	1	0
2.8.5.3	10	4
3.9.1.1	18	1
3.9.1.2	4	1
3.9.1.3	5	1
Nombre de dossiers total	121	61

50 dossiers ont été créés par les porteurs mais n'ont pas été déposés

7 dossiers concernent des opérations internes (assistance technique Axe 4))

PON FSE 2014 - 2020

Focus jeunes

Appel à projets	Dossiers déposés	Dossiers conventionnés Ou validé en comité	FSE conventionné	Participants prévisionnels
2017 - Accompagner les jeunes les plus en difficulté vers l'emploi - Missions Locales	1	1	71 151€	110
2017 – EAV	19	18	809 066 €	3190

	Objectif cible	Nombre jeunes	Taux d'atteinte de la cible	Coût moyen/participant	Reste à programmer	Projection théorique
1.8.1.1 - Jeunes	24000	3300	14%	266,00 €	1 194 671,00 €	4 491

PON FSE 2014 - 2020

Etat d'avancement des contrôles et certifications – AXE 1 et 2

		Conventionné		Déclaré		Traité AGD		Certifié		Taux de validation des dépenses
		Nombre de dossiers	Montant	Nombre de bilans déclarés	Montant	Nombre de Bilans traités	Montant	Nombre de dossiers	Montant	
ETAT	Axe 1	56	8 168 595	6	925 103	0	0	0	0	
	Axe 2	12	6 460 484	1	18 379	0	0	0	0	
Total		68	14 629 079	7	943 482	-	-	-	-	#DIV/0!

PON FSE 2014 - 2020

Les ouvertures

L'acceptation des publics de niveau collège sur les opérations dédiées au décrochage scolaire, la baisse nationale des cibles jeunes, la souplesse sur l'AP femmes

- Plusieurs opérateurs avaient déjà fait l'objet d'un avis défavorable et seront recontactés: Fondation d'Auteuil, Education nationale, réseau DRDFE.

L'acceptation du réabondement de la création d'activité à hauteur de 2ME, et le potentiel de programmation sur cet AP, la modification du PO

- Prévoir un nouveau transfert inter axe dès 2018
- Objectif d'atteindre les mêmes publics cibles pour ne pas impacter la performance
- La ponction sur le PON FSE de l'enveloppe IEJ et la baisse des cibles afférentes va mécaniquement améliorer notre performance

PON FSE 2014 - 2020

Les freins

La programmation décalée entraîne structurellement pour PACA un retard de programmation-d'atteinte des cibles et un moindre recul sur les dossiers en cours de réalisation

Etre une région éligible à l'IEJ conduit à cannibaliser la programmation dédiée aux jeunes sur le PON

La recherche de cofinancements reste un point très bloquant pour de nombreux opérateurs

L'interdiction de candidater en réseau n'a pas été levée

Le contexte de réformes crée un climat attentiste, notamment en matière de formation professionnelle

PLAN D'ACTION 2018

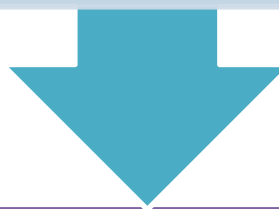
Objectif 2018: mieux programmer sur les axes 1 et 2

Prolonger les opérations programmées et essayer sur le territoire

Atteindre les cibles fixées sur les publics
(jeunes/NEETS/inactifs/chômeurs)

Concentrer la programmation sur les projets qui fonctionnent

Atteindre les objectifs fixés pour la consommation de la maquette




Tenter d'implanter en PACA les opérations innovantes testées dans d'autres régions

Faire connaître les projets sélectionnés via les trophées FSE ou mis en avant par d'autres DIRECCTE

Tenter a minima de toucher les réseaux régionaux des opérateurs implantés France entière

PLAN D'ACTION 2018

2nd volet d'animation sur les axes 1 et 2: une animation moins généraliste



<p><u>Information des UD via le CSP3E et par mails ciblés</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du plan d'action 2018 <p>Collaboration en interne principalement au niveau régional avec les services emploi et entreprises</p>
<p><u>Communication ciblée sur les projets attendus:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sollicitation des cabinets de conseil - Sollicitation directe des porteurs de projets susceptibles de développer leur activité sur tout le territoire <p>Essaimage en PACA de projets développés ailleurs</p>
<p><u>Réunions individuelles avec les porteurs de projets:</u></p> <p>Négociation à l'occasion des VSP ou sur RDV</p> <p>Aide à la recherche de financeurs: le SFSE démarchera des fondations privées, les collectivités, pour présenter son mode d'intervention</p>

PLAN D'ACTION 2018

Les nouveautés

Femmes- vieillissement actif
– bassins d'emploi non
couverts par des
conventions de revitalisation

- Aucun impact positif suite au passage en AP permanent ou à la baisse des seuils d'intervention

Redynamiser les appels à
projets rencontrant peu de
succès

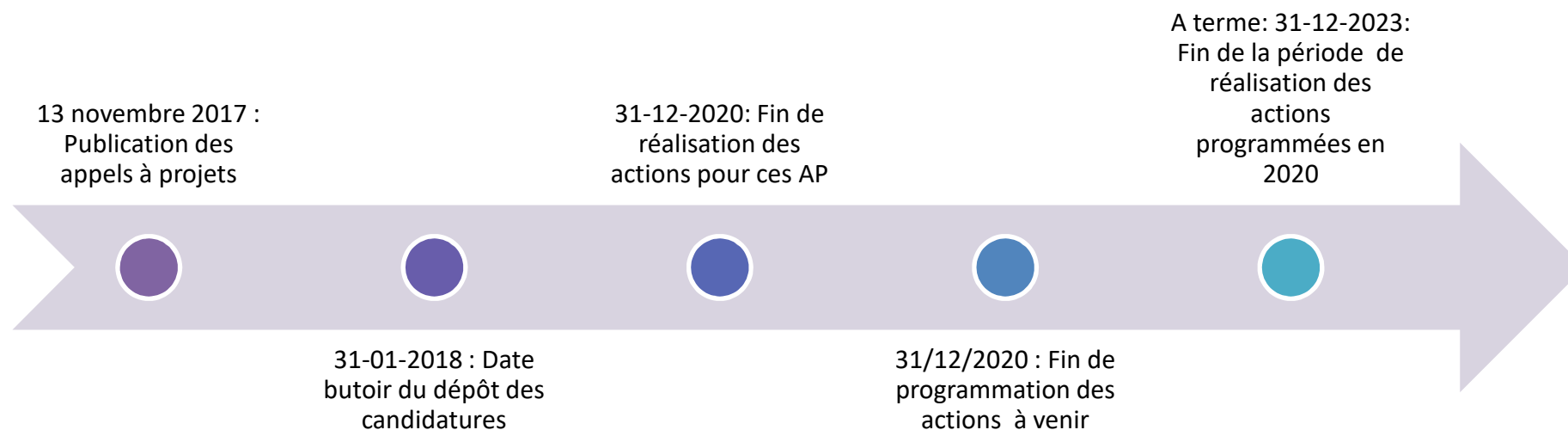
- Là encore: Récupérer clés en mains les projets financés par d'autres DIRECCTE
- Etre assez directifs avec les OPCA sur ces sujets, l'ARACT, organiser des rendez vous ciblés où la sollicitation est ascendante

Plan d'action global

- Nouvel envoi de mails à toute notre base de données le jour du lancement des appels à projets
- Information des consultants en fonds européens lors du lancement des appels à projets pour qu'ils puissent relayer l'information
- Rendez- vous de négociation ciblés

AXES 1 et 2

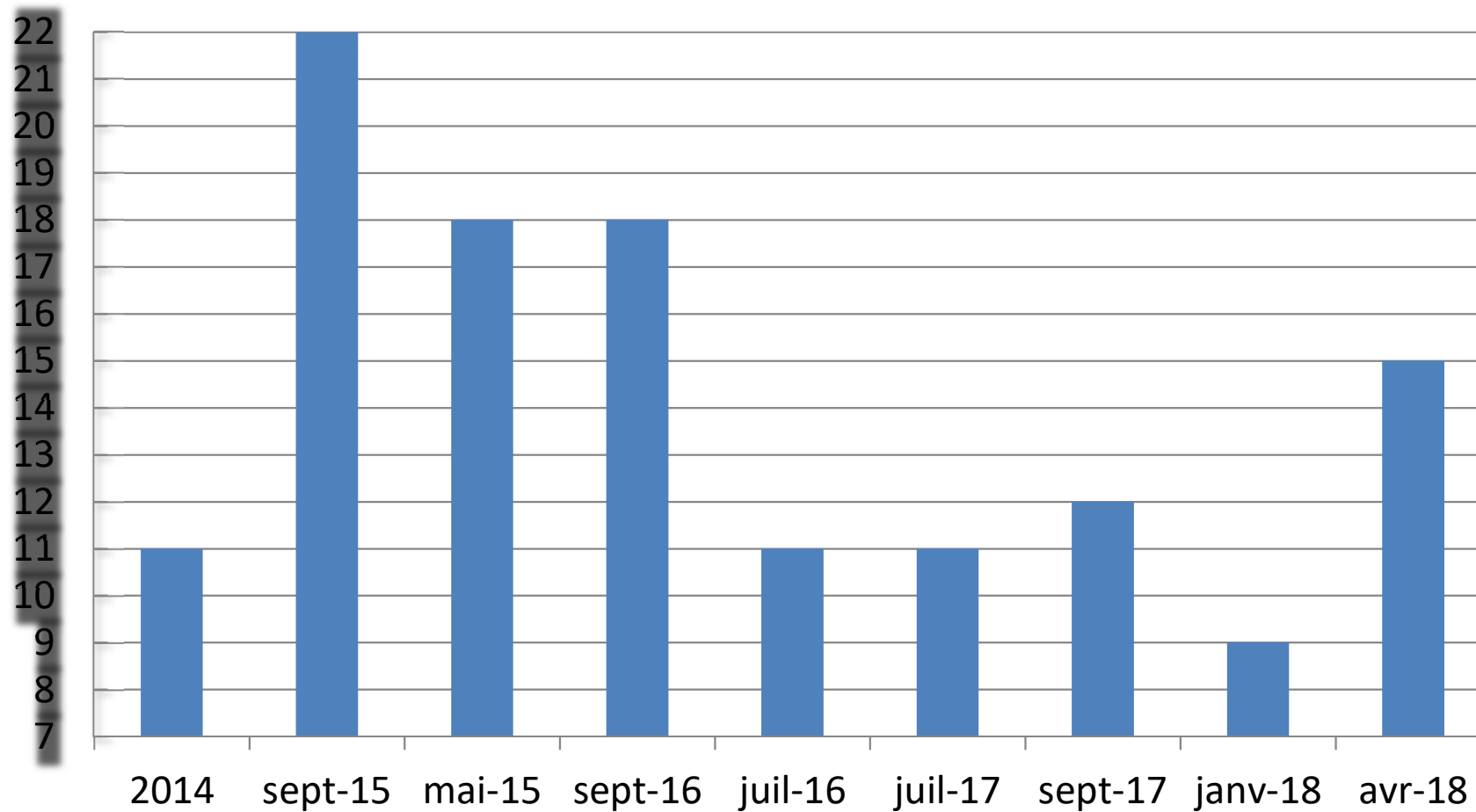
Calendrier de publication et de programmation



Rétroactivité possible au 1^{er} janvier 2018

Réalisation possible jusqu'au 31-12-2020

Evolution des effectifs SFSE



Visites sur place: accélération en fin d'année

15 visites sur place réalisées à ce jour au titre de l'année 2017

Dont 1 VSP inopinée sur risques

Constat le plus fréquent: conformité avec observations: publicité imparfaite, indicateurs..

De nombreuses visites à organiser en décembre pour atteindre le seuil minimum des 30 visites prévues dans le plan de contrôle (pour 30 dossiers programmés- au-delà 80% des dossiers programmés donneront lieu à VSP) . Priorité aux dossiers annuels 2017 et EAV + IEJ: soit au moins 20 VSP à réaliser en 15 jours

Nombreuses visites à partir de janvier sur dossiers pluriannuels 2017-2019

Assistance technique

Un budget communication qui restera raisonnable, les vidéos seront réalisées en interne

Des frais généraux concentrés sur l'achat d'ordinateurs + déplacements: hors règles internes de fonctionnement (pb à régler)

1 marché à bons de commande envisagé sur AT pour suppléer l'équipe

Une régularisation interne de la séparation fonctionnelle effective

Clôture 2007-2013

110 soldes en cours de versement pour des sommes non déclarées UE (suites des réintégrations du plan de reprise), à hauteur de 5ME

Plus de 100 contentieux

4 dossiers en cour administrative d'appel, dont 1 appel initié par l'Etat

Un climat obscurci par la position actuelle du TA de Marseille en matière de retrait des actes administratifs créateurs de droit au de là de 4 mois: le système d'audit France est remis en cause (cf. Présentation précédents CRS)

AXES 1 et 2

Points soumis à validation

Transférer à terme 4 M€ vers l'accompagnement des créateurs/repreneurs

Envisager la fermeture de la ligne revitalisation des bassins d'emploi

Lancer en 2018 un AP dédié à l'ESS et à l'IAE sur l'axe 3

Etat de la programmation et mise en œuvre du programme

Axe 3 – Subventions globales / PLIE



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

PON FSE 2014 - 2020

Axe 3: Etat de la programmation

Axe 3.9.1. : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

Maquette financière initiale FSE 2014-2020 - Région PACA
(dont réserve de performance)

106 362 738,00

Organismes bénéficiaires		Montant FSE programmé
OI (Subventions Globales)	CD06	6 599 280,00
	CD13	10 205 000,00
	CD83 - SG1	4 786 813,00
	CD83 - SG2	10 250 000,00
	CD84	6 133 636,00
	MPM	7 380 000,00
	MNCA	2 680 740,00
Sous-total OI		48 035 469,00
ETAT	PLIE	5 386 148,00
	CD04	288 915,00
Sous-total DIRECCTE		5 675 063,00
Total programmé 2017		53 710 532,00

Taux de programmation 2017

50,50%

Reste à programmer

52 652 206,00

AXE 3

Etat de la programmation – Subventions globales

		Maquette initiale	Conventionné		Recevable		Instruit		TOTAL	Reste à programmer	Taux de programmation
			Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant			
OI	CD06	6 599 280	7	6 599 138	0	0	0	0	6 599 138	142	100%
	CD13	10 205 000	11	11 184 044	0	0	1	402 446	11 586 490	-1 381 490	114%
	CD83 - SG1	4 786 813	25	4 559 091	0	0	0	0	4 559 091	227 722	95%
	CD83 - SG2	10 250 000	17	8 466 596	0	0	3	663 651	9 130 247	1 119 753	89%
	CD84	6 133 636	27	5 932 855	3	469 951	3	453 052	6 855 858	-722 222	112%
	AMPM	7 380 000	10	6 980 114	0	0	0	0	6 980 114	399 886	95%
	MNCA	2 680 740	34	2 030 000	0	0	2	60 424	2 090 424	590 316	78%
ETAT	PLIE	5 386 148	13	4 328 820	3	739 104	1	42 900	5 110 824	275 324	95%
	CD04	288 915	6	288 915	0	0	2	219 480	508 395	-219 480	176%
Total		53 710 532	150	50 369 573	6	1 209 055	12	1 841 953	53 420 581	289 951	99%

AXE 3

Cadre de performance: rappel des règles applicables

Au terme de la SG, si l'écart entre les valeurs atteintes et les valeurs de chaque cible fixée est supérieur à 35%, l'OI se verra notifier une correction forfaitaire correspondant au barème suivant:

Écart supérieur à 35% et inférieur ou égal à 10%: 5% du montant de la contribution FSE de la SG pour l'axe sur lequel se rapporte la valeur cible non atteinte.

Ecart supérieur à 40% et inférieur ou égal à 50% : 10 % du montant de la contribution FSE de la SG pour l'axe sur lequel se rapporte la valeur cible non atteinte.

Ecart supérieur à 50% : 25 % du montant de la contribution FSE de la SG pour l'axe sur lequel se rapporte la valeur cible non atteinte.

Réduction de la correction forfaitaire de 50% de son montant si des facteurs extérieurs tels que définis à l'article 22 paragraphe 7 du règlement général le justifient.

AXE 3

Mise en œuvre du programme – Indicateurs

		Cibles actualisées			Chiffres atteints selon BiMDFSE			Ecart		
		Chômeurs	Inactifs	Nombre de participants total	Chômeurs	Inactifs	Nombre de participants total	Chômeurs	Inactifs	Nombre de participants total
Subvention globale (OI)	CD 06	3 600	1 136	4 736	4 846	2 162	7 008	- 1 246	- 1 026	- 2 272
	CD 13	6 571	3 984	10 555	11 508	2 536	14 044	- 4 937	1 448	- 3 489
	CD 83 - SG1	4 631	4 044	8 675	6 732	4 056	10 788	- 2 101	- 12	- 2 113
	CD 84	5 766	2 780	8 546	6 902	3 007	9 909	- 1 136	- 227	- 1 363
	MNCA	499	2 694	3 193	1 665	3 326	4 991	- 1 166	- 632	- 1 798
	MPM	815	7 150	7 965	694	5 706	6 400	121	1 444	1 565
Dossiers bilatéraux	TPM		867	867		867	867	-	-	-
	ACCM		1 823	1 823		1 823	1 823	-	-	-
	PAYS D'AIX ET MARTIGUE		4 742	4 742		4 742	4 742	-	-	-
	OUEST PROVENCE		3 526	3 526		3 526	3 526	-	-	-
	CD 04		755	755		755	755	-	-	-
Objectifs prévisionnel déclarés (demande de SG)		21 882	33 501	55 383	32 347	32 506	64 853	- 10 465	995	- 9 470
Objectifs fixés pour la région PACA en 2018		36 408	29 728	66 136	30 394	33 275	63 669	- 9 219	2 021	- 7 198

AXE 3

La souplesse négociée avec la DGEFP en vue de la clôture des SG

Raisonner de manière
cumulée pour les trois
années

Soit ne pas respecter les
termes exacts de la
convention et tenir compte
de la montée en puissance
de l'effort de certification

Se concentrer sur l'atteinte
globale de l'objectif de
chacun

Conséquence: a priori aucun
impact financier en PACA

Maintenir néanmoins une
progression régulière des
envois

Objectif de certification - *Montant par région*

Région	Montant certifié (UE)	En cours de certification	Bilans non traités	Objectif DO 2017	taux d'atteinte certification	Objectif DO 2018	Taux d'atteinte certification
Alsace	8 794 658 €	602 159 €	5 170 978 €	2 410 233 €	365%	8 720 199 €	101%
Champagne-Ardenne	5 200 430 €	762 942 €	4 168 158 €	1 387 434 €	375%	5 019 722 €	104%
Lorraine	6 859 964 €	3 756 292 €	9 020 129 €	2 367 934 €	290%	8 567 161 €	80%
Grand Est	20 855 052 €	5 121 393 €	18 359 266 €	6 165 601 €	338%	22 307 082 €	93%
Aquitaine	13 868 145 €	698 435 €	4 842 227 €	3 084 959 €	450%	11 161 351 €	124%
Limousin	3 544 263 €	305 708 €	2 318 990 €	1 123 123 €	316%	4 063 448 €	87%
Poitou-Charentes	10 822 497 €	122 922 €	8 393 651 €	2 614 725 €	414%	9 460 049 €	114%
Nouvelle Aquitaine	28 234 904 €	1 127 065 €	15 554 868 €	6 822 807 €	414%	24 684 847 €	114%
Auvergne	4 450 157 €	34 575 €	7 577 620 €	1 542 530 €	288%	5 580 858 €	80%
Rhône-Alpes	20 177 078 €	334 985 €	13 535 344 €	5 944 796 €	339%	21 508 212 €	94%
Auvergne-Rhône-Alpes	24 627 235 €	369 560 €	21 112 963 €	7 487 326 €	329%	27 089 070 €	91%
Basse-Normandie	4 111 873 €	4 875 859 €	6 028 599 €	1 871 379 €	220%	6 770 630 €	61%
Haute-Normandie	3 440 459 €	651 981 €	4 372 840 €	1 803 350 €	191%	6 524 502 €	53%
Normandie	7 552 331 €	5 527 841 €	10 401 438 €	3 674 729 €	206%	13 295 132 €	57%
Bourgogne	8 520 882 €	17 218 €	5 438 982 €	1 792 535 €	475%	6 485 374 €	131%
Franche-Comté	7 023 404 €	0 €	4 169 521 €	1 733 633 €	405%	6 272 267 €	112%
Bourgogne-Franche-Comté	15 544 286 €	17 218 €	9 608 503 €	3 526 168 €	441%	12 757 640 €	122%
Bretagne	17 475 335 €	690 659 €	16 374 036 €	4 108 083 €	425%	14 863 003 €	118%
Centre	7 744 213 €	85 583 €	1 331 696 €	1 851 709 €	418%	6 699 464 €	116%
Corse	1 657 261 €	186 002 €	592 312 €	263 227 €	630%	952 353 €	174%
Ile-de-France	49 558 937 €	655 645 €	16 451 904 €	11 382 060 €	435%	41 180 178 €	120%
Languedoc-Roussillon	4 991 104 €	328 948 €	9 314 826 €	2 693 205 €	185%	9 743 988 €	51%
Midi-Pyrénées	8 949 760 €	559 148 €	8 890 311 €	3 358 799 €	266%	12 152 101 €	74%
Occitanie	13 940 864 €	888 097 €	18 205 137 €	6 052 004 €	230%	21 896 089 €	64%
Nord-Pas-de-Calais	16 038 572 €	1 075 622 €	28 679 713 €	7 238 812 €	222%	26 189 949 €	61%
Picardie	5 036 163 €	50 628 €	7 029 382 €	1 722 567 €	292%	6 232 230 €	81%
Hauts de France	21 074 734 €	1 126 250 €	35 709 095 €	8 961 379 €	235%	32 422 179 €	65%
Pays de la Loire	11 539 111 €	518 508 €	7 126 133 €	3 049 241 €	378%	11 032 123 €	105%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 996 464 €	981 869 €	8 286 327 €	5 328 196 €	206%	19 277 359 €	57%
Volet national du FSE	74 017 864 €	56 700 563 €	74 332 144 €	28 796 310 €	257%	104 184 759 €	71%
Total général	304 818 592 €	73 996 254 €	253 445 820 €	97 468 840 €	313%	352 641 279 €	86%

Objectifs de certification - *Montant par OI*

Pour rappel: La convention de subvention globale prévoit que :

A l'issue de l'année n+2, l'organisme intermédiaire devait avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 65% du montant FSE programmé au titre de l'année n et de 25% du montant programmé au titre de l'année n+1

A l'issue de l'année n+3, l'organisme intermédiaire devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 80% du montant FSE programmé au titre de l'année n, de 65% du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 et de 25% du montant programmé au titre de l'année n+2

OI	Année N	Année N+1	Objectif certification N+2 -2017	CSF certifiés 31/10/2017	%	Objectif certification N+3 -2018	Bilan déposé ou recevable	Reste a certifier
CD83	1 709 967,53	3 084 588,93	1 882 626,13	2 368 723,46	125,82%	3 696 946,14	1 773 042,35	-444 819,67
CD 06	1 413 758,74	2 565 200,73	1 560 243,36	1 564 508,01	100,27%	3 453 432,28	423 516,92	1 465 407,35
MAMP	2 022 039,25	2 478 920,56	1 934 055,65	1 870 950,82	96,74%	3 848 718,39	1 035 373,60	942 393,97
CD84	839 287,73	1 750 942,65	983 272,69	687 209,09	69,89%	2 378 799,32	1 416 239,12	275 351,11
CD 13	2 916 323,55	3 596 574,05	2 794 753,82	3 464 008,92	123,95%	5 643 087,47	1 389 434,73	789 643,82
MNCA	684 385,42	716 631,82	624 008,48	673 411,54	107,92%	1 185 670,75	399 965,25	112 293,96
TOTAL	12 032 769,64	15 808 190,08	11 773 347,79	11 908 335,65	101,15%	23 560 439,11	7 322 022,77	4 330 080,69

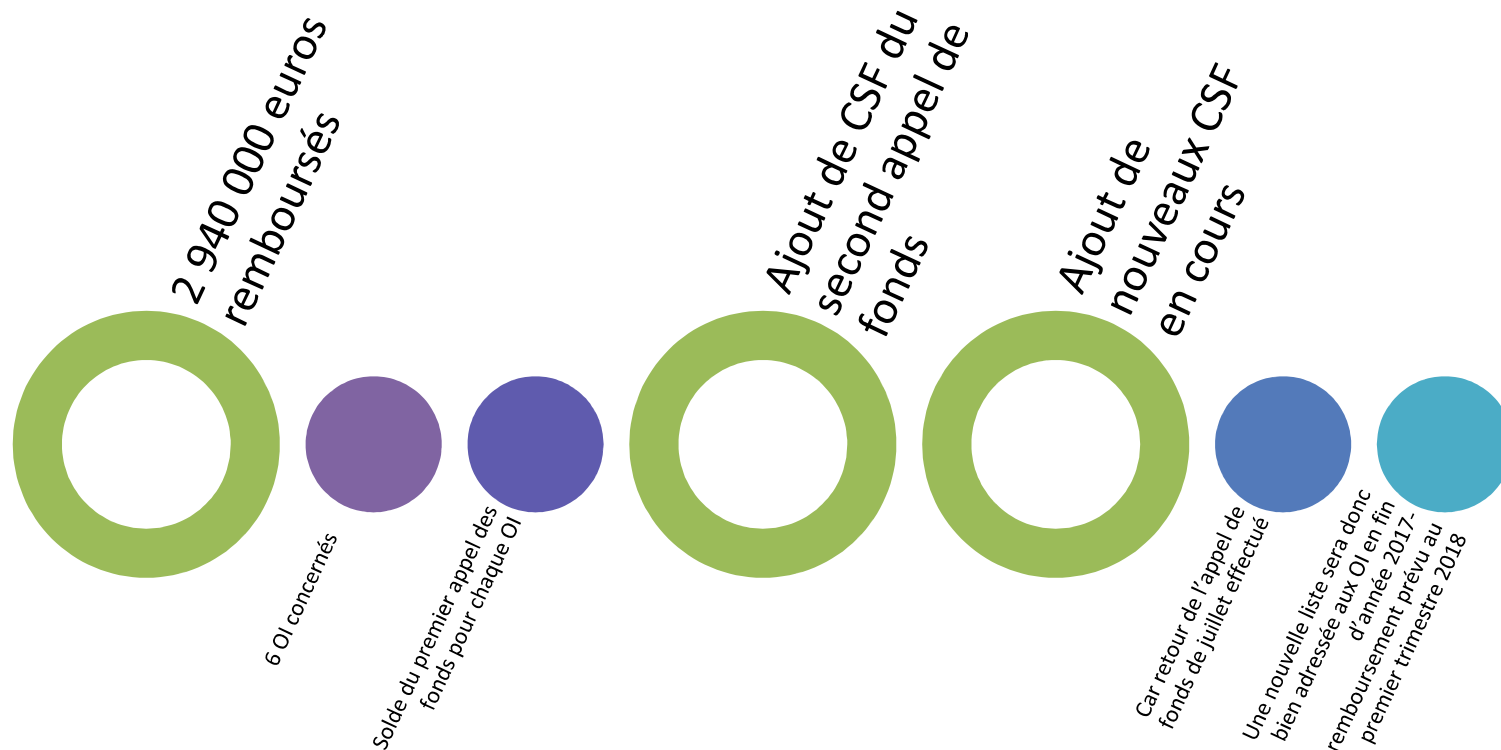
PON FSE 2014 - 2020

Etat d'avancement des contrôles et certifications – AXE 3

		Conventionné		Déclaré		Traité AGD/OI		Certifié		Taux de validation des dépenses
		Nombre de dossiers	Montant	Nombre de bilans	Montant	Nombre de Bilans	Montant	Nombre de dossiers	Montant	
OI	CD06	7	6 599 139	13	3 470 720	8	1 547 578	8	1 415 740	91,48%
	CD13	11	11 184 044	13	4 681 171	10	4 257 654	10	3 464 008	81,36%
	CD83 - SG1	25	4 559 092	38	3 944 698	26	2 750 135	26	2 368 723	86,13%
	CD83 - SG2	19	8 880 624							
	CD84	27	5 932 856	19	2 118 103	7	365 903	7	351 249	96,00%
	AMPM	10	6 980 114	16	2 571 837	11	1 927 590	11	1 870 951	97,06%
	MNCA	36	2 090 424	16	1 087 585	13	320 540	13	320 464	99,98%
ETAT	PLIE	14	5 386 148	13	2 836 762	5	1 126 093	5	1 120 621	99,51%
	CD04	6	288 915	6	261 183	1	20 979	1	19 758	94,18%
Total		155	51 901 355	134	20 972 059	81	12 316 472	81	10 931 513	88,76%

AXE 3

Traitement des avances et acomptes sur trésorerie disponible



Résultat des négociations sur les renouvellements de subventions globales



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

AXE 3

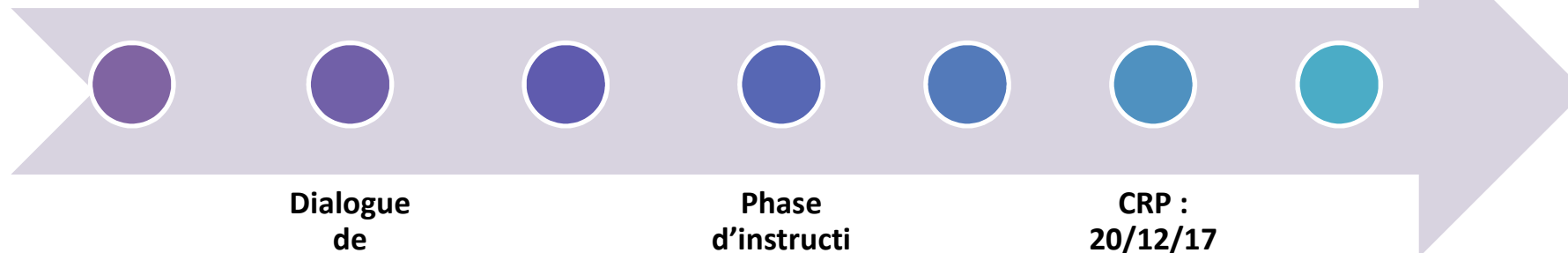
Reconduction des SG

Rédaction de
la demande et
projet de plan
de
financement à
partir du
17/10/2017

Date limite de
dépôt des
candidatures :

Envoi
pour
CRP

CRP
02/201
8



Dialogue
de
gestion
en
présentiel
entre les
6-7 et le
10/11/20
17

Réalisé

Phase
d'instructi
on des
demande
s de SG et
transmissi
on DGEFP

CRP :
20/12/17

AXE 3

Synthèse des négociations

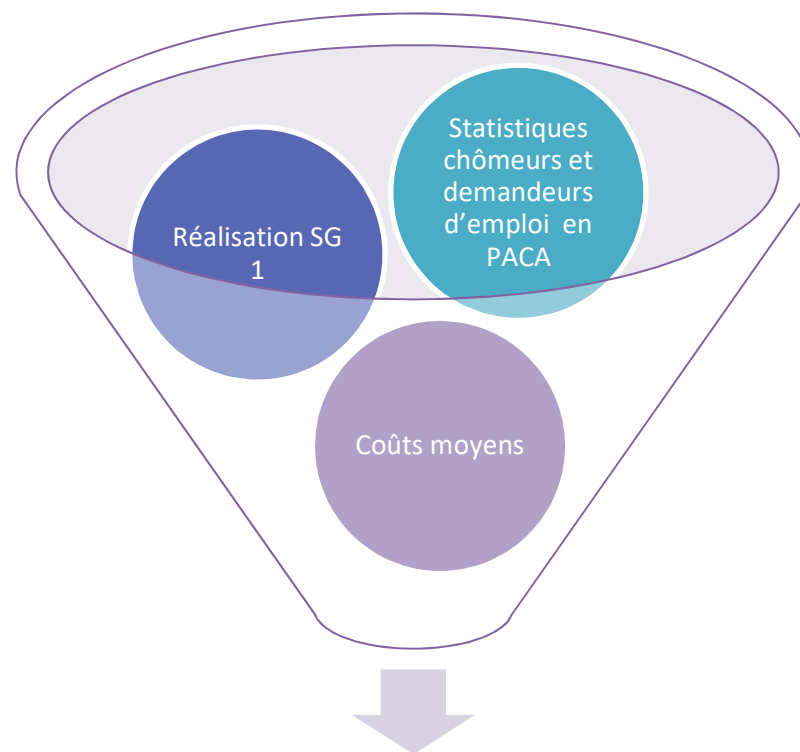
La reconduction des subventions globales tient compte des réalisations – des cibles réellement atteintes, des typologies d'actions et des contraintes de chacun...

Deux territoires se compensent: CD13-AMP et CD06- MNCA

In fine, les coûts moyens par participant varient selon la durée des actions, leur nature, le mode de gestion (interne ou par redistribution)

AXE 3

Détermination des cibles



Cibles 2023 : 74011 participant dont 33268 inactifs et 40743 chômeurs
55 300 000 € d'enveloppe sur l'axe 3

AXE 3

Reconduction des subventions globales Enveloppes et cibles

Structure	Montant FSE	Inactifs	Chômeurs	TOTAL
CD 06	10.000.000 €	9700	4750	14450
CD 13	10.430.000 €	14390	1565	15955
CD 83 prévisionnel 2020)	3.410.000€	2385	1947	4332
CD 84 (a confirmer)	6.133.000 €	5766	2780	8546
MNCA	792.000 €	1665	3335	5000
MAMP	15.000.000 €	1600	11150	12275
Département du 04	600.000 €	755		755
PLIE ACCM	1.500.000 €	2000		2000
TOTAL	47. 865. 000 €	33333	24673	48 863

AXE 3 *Synthèse*

Maquette
initiale

• 106 363 000 €

Prévisionnel
2015/2020

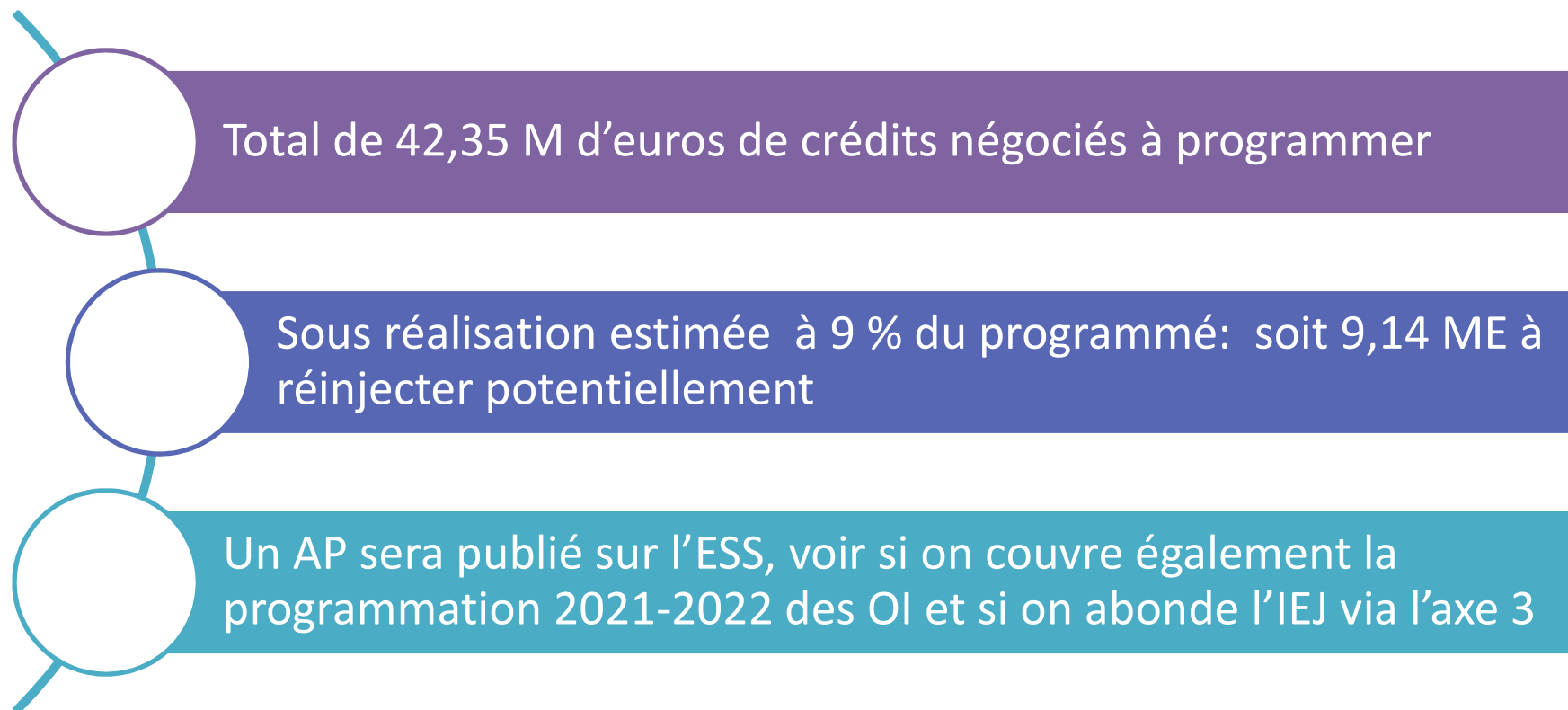
• 101 575 000€

Solde
prévisionnel

• 4 788 000€

AXE 3

Le reste à consommer



Calendrier



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

CALENDRIER

Comités régionaux de programmation 2018

6 comités négociés
par année dont 2
spécifiques en faveur
du PON FSE

Pas de comité prévu
en présentiel à ce
jour



1 comité « balai »
possible en
décembre, pour tenir
compte d'éventuels
avenants post VSP



en Provence-Alpes-Côte d'Azur

avec le Fonds Social européen

IEJ



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

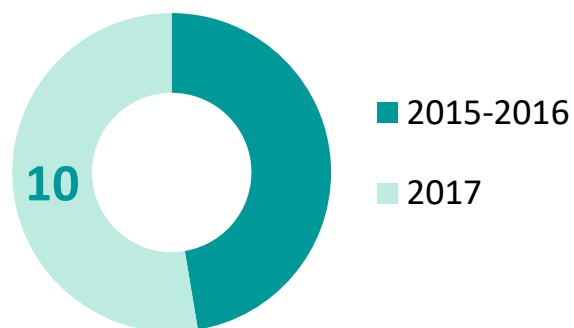


Union européenne
Fonds social européen

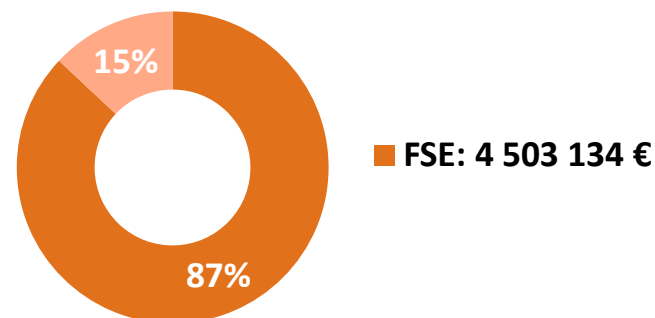
Etat de la programmation IEJ

Les données clés

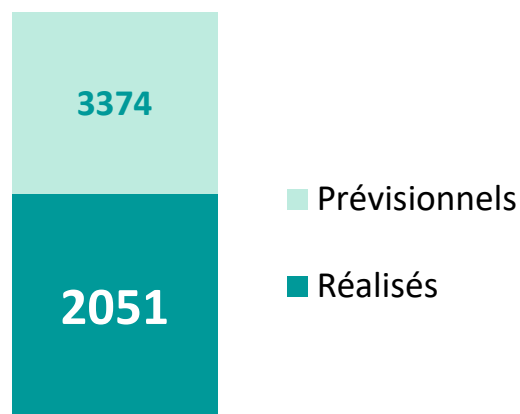
19 opérations programmées



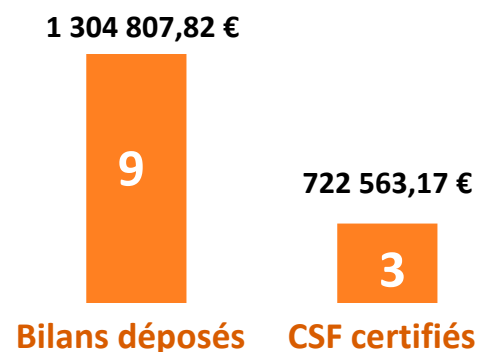
5,2 M € conventionnés



3374 participants prévus



9 contrôles de service fait



Etat de la programmation IEJ

Analyse par statut des dossiers

Maquette initiale	Années	Recevables		Instruits			Conventionnés		Reste à programmer	Taux de prog.
		Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Taux de rejet	Nombre de dossiers	Montant		
10,4M€	2015	16	5 962 714 €	15	5 834 116 €	44%	9	3 261 046 €		31%
	2017	19	2 048 829 €	14	1 649 711 €	25%	10	1 242 088 €		12%
TOTAL		35	8 011 543 €	29	7 483 827 €	40%	19	4 503 134 €	5 896 866 €	43%

IEJ 2015-2017

Analyse par appel à projets

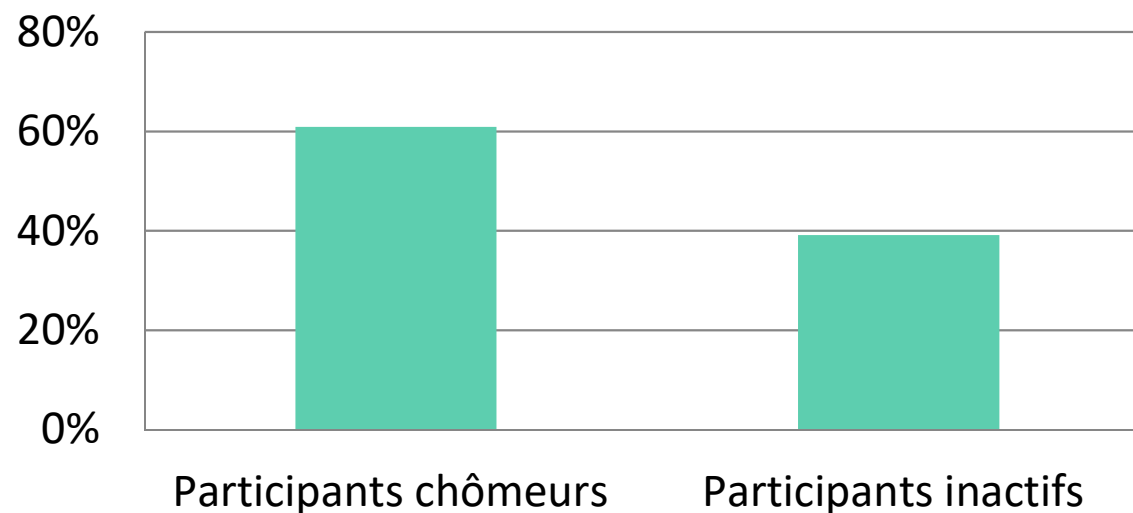
Appel à projets	Dossiers déposés	Dossiers conventionnés	FSE conventionné	Participants prévisionnels
Accompagnement vers et dans l'emploi 2015-2016	13	6	2 232 550 €	1488
Accompagnement vers et dans l'emploi 2017	19	10	1 257 483 €	480
Décrochage scolaire	1	1	499 771 €	1 200
Réussite apprentissage	2	1	117 055 €	150
Accompagnement renforcé et innovant	1	1	300 922 €	96

Sources: MDFSE & DIRECCTE

IEJ 2015-2017

Analyse des participants

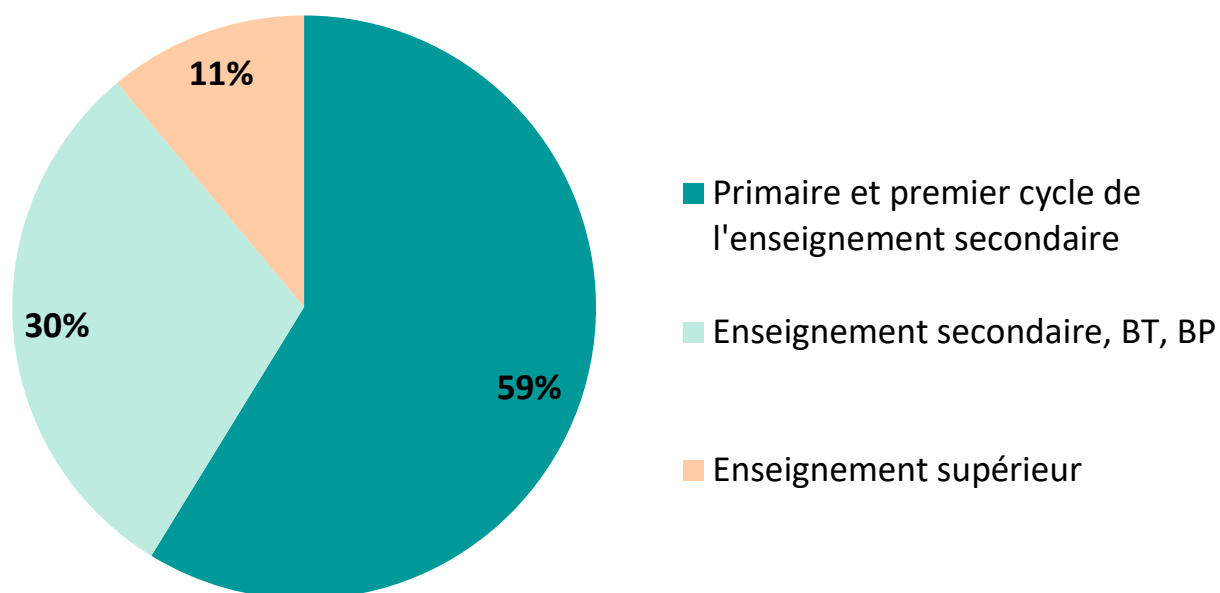
Répartition des participants par chômeurs et inactifs



IEJ 2015-2017

Analyse des participants

Répartition des participants par niveau de qualification



IEJ 2015-2017

Analyse des participants

Libellé de l'indicateur		Homme		Femme		Total
		Nombre	%	Nombre	%	
Participants titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1) ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2)	Niveau VI Niveau V	740	64%	424	36%	1 164
Personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)	Niveau IV	282	47%	316	53%	598
Personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur de cycle court, de niveau licence, de niveau master, ou de niveau doctorat (CITE 5 à 8), au 1er jour de l'intervention soutenue par le FSE	Niveau III Niveau II	85	39%	134	61%	219

IEJ 2015-2017

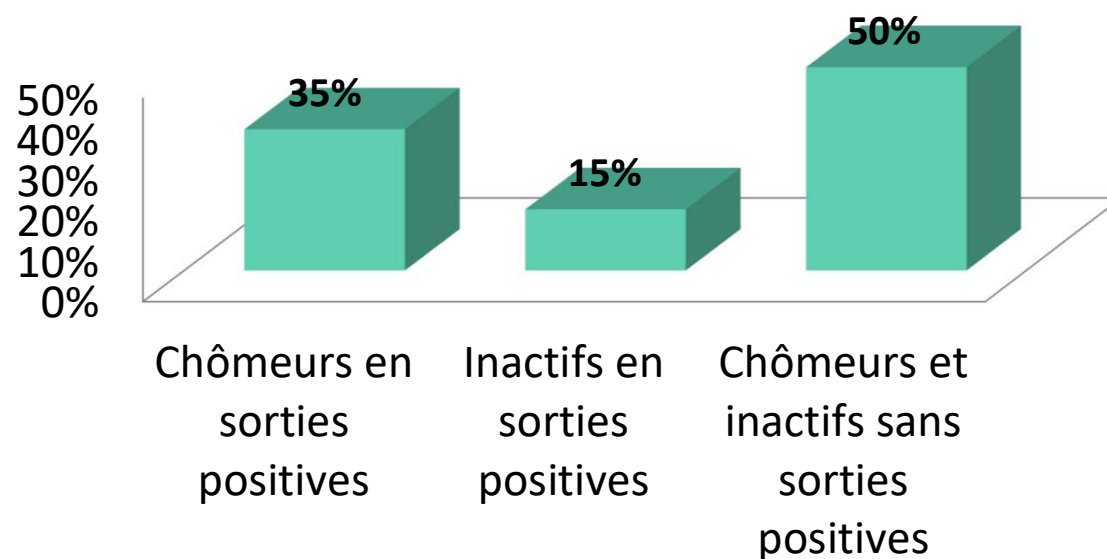
Analyse des sorties

Libellé de l'indicateur	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Nombre total de participants avec des fiches complètes (entrée et sortie)	-	- %	-	- %	1436
Participants chômeurs qui suivent un enseignement, une formation, ou qui obtiennent une qualification ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation – CR03 (IEJ)	265	53%	234	47%	499
Participants inactifs recevant une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation – CR09 (IEJ)	122	56%	94	44%	216

IEJ 2015-2017

Analyse des sorties

Sorties du dispositif IEJ selon chômeurs et inactifs



IEJ 2015-2017

Points divers

- **30 %** des jeunes vivent dans un ménage au sein duquel les membres sont soit au chômage soit inactifs au 1er jour de l'intervention soutenue par le FSE
- **19%** des jeunes vivent dans un ménage au sein duquel les membres ont des enfants à charge et sont soit au chômage soit inactifs au 1er jour de l'intervention soutenue par le FSE
- **Commission partenariale 2015** ciblant des problématiques récurrentes
- **Question du repérage** : mettre en exergue des dispositifs innovants lors de la prochaine commission partenariale (Exemple de SPERO: fascicules distribués)

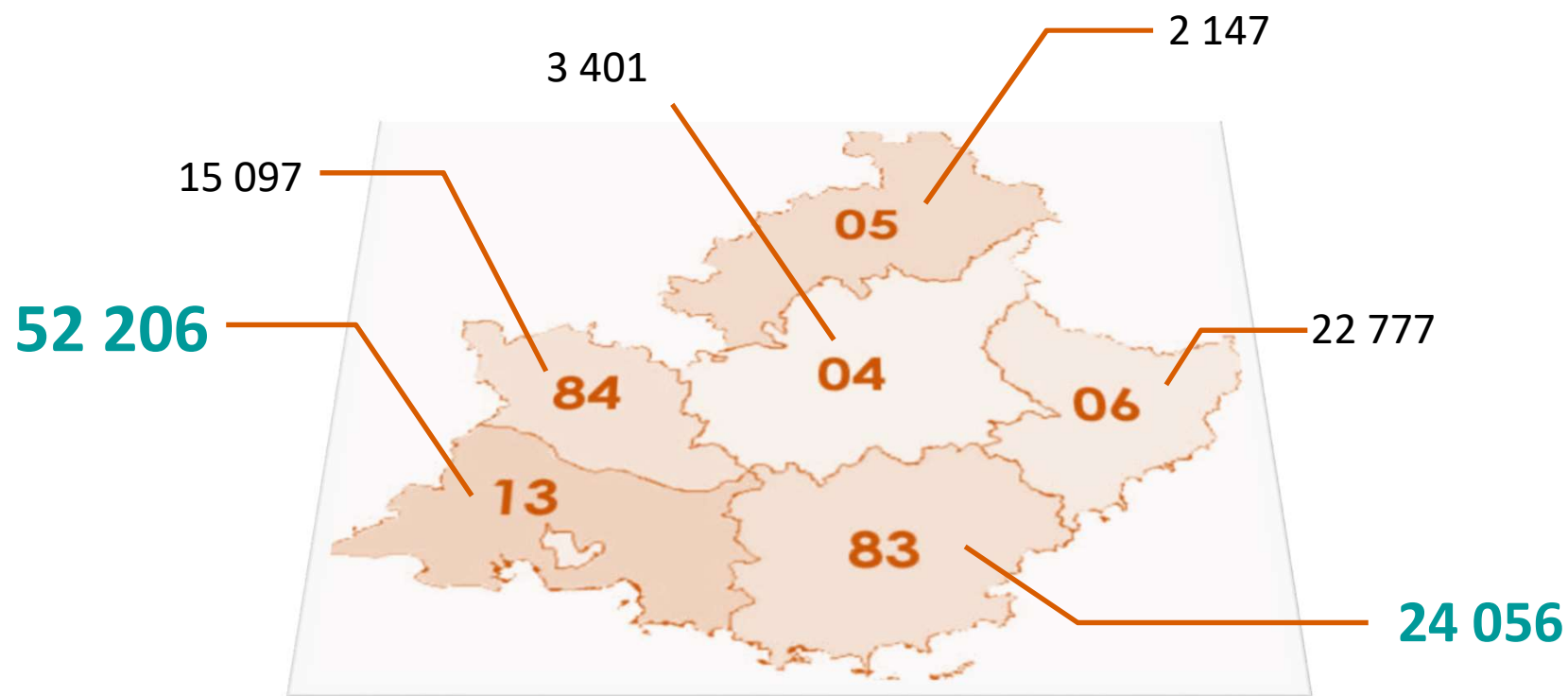
Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

Evolutions et perspectives

Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

Reconduction et éligibilité du Var

- Une nécessaire reconduction au regard du nombre de jeunes NEET en PACA



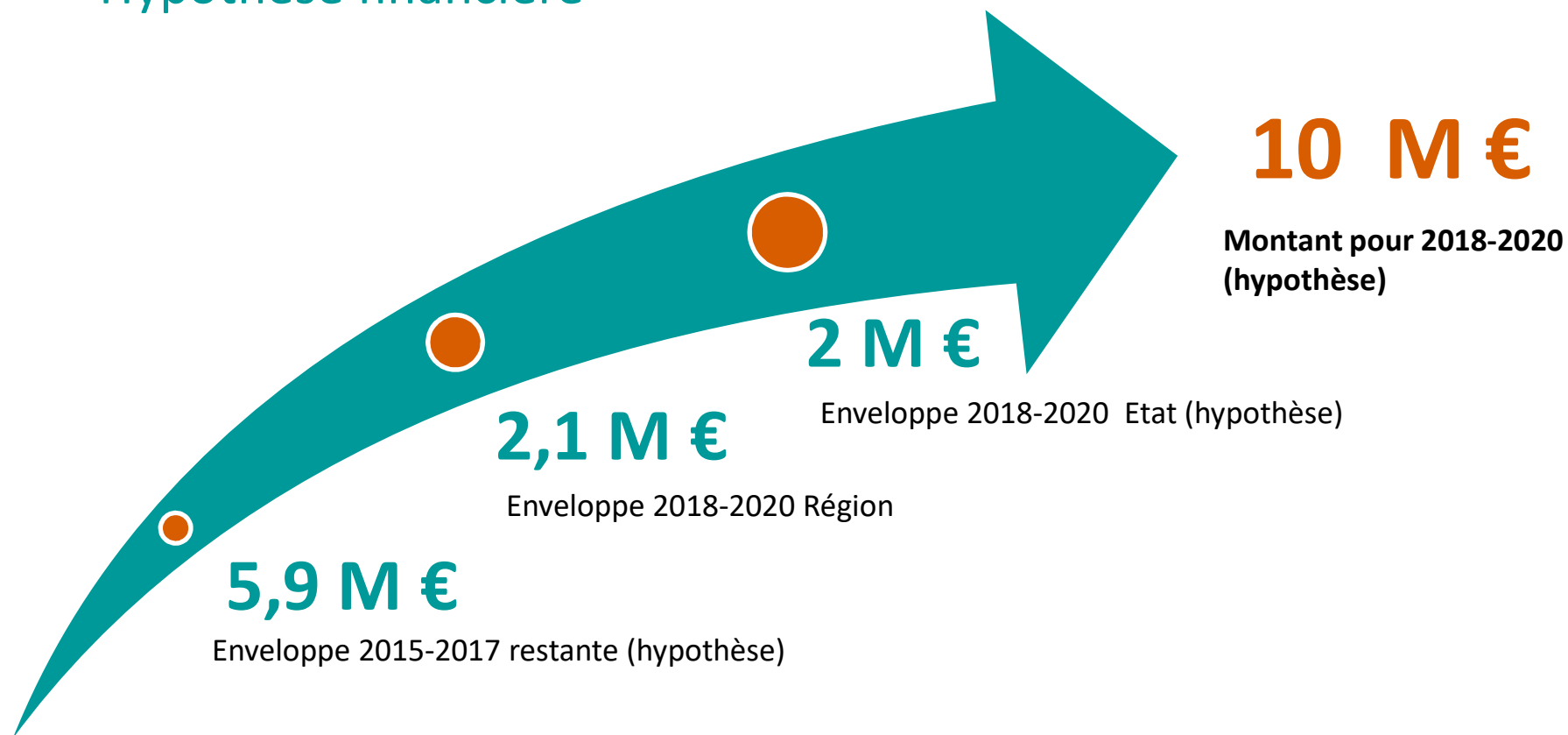
Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

Ses caractéristiques

- Des nouveautés par rapport à la programmation précédente:
 - Eligibilité du Var
 - Fin de la co-gestion avec la DGEFP
 - Éligibilité des dépenses jusqu'en 2023 avec un calendrier d'objectifs financiers, notamment un objectif de certification fin 2018
- Délégation des crédits Région à la DIRECCTE : 2 095 616 €
- Objectifs France entière en hausse: 450 000 jeunes
- **Incertitude !** Enveloppe financière et nombre de participants à atteindre en PACA pas encore connus

Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

- Hypothèse financière



Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

Plan d'action 2018-2020

- Reconduction + essaimage + démarchage
- Appels à projets : conventionnement sur 2 années afin de limiter les risques de sous réalisation
- Réunion de lancement dans le Var en janvier 2018 + visibilité presse
- Commission partenariale IEJ en janvier 2017

Commission
partenariale
IEJ

Instance de dialogue annuelle à laquelle participent les porteurs de projets conventionnés et le service FSE, afin d'aborder:

- l'état de la programmation
- le suivi des indicateurs par les opérateurs
- les bilans d'exécutions et les CSF
- les bonnes pratiques et les perspectives

Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

Projection théorique - Participants

Nombre jeunes conventionnés	Nombre jeunes réalisés (Bi MDFSE)	Taux d'atteinte de la cible conventionnée (27/11/2017)	Coût moyen par participant	Reste à programmer	Nombre théorique de participants après consommation de l'enveloppe
3414	2051	60%	1 306,00 €	10 000 000 €	+ 7 657
3414	2051	60%	1 306,00 €	7 000 000 €	+ 5359

Cette projection théorique est basée sur un coût moyen de 1 306 € par participant. Une projection théorique de 7 657 participants supplémentaires serait envisagée dans l'hypothèse où l'ensemble de l'enveloppe 2018-2020 (10M d'€) est consommée.

Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

Projection théorique – hypothèses financières

	Hypothèse 1 *			Hypothèse 2 *		
	Nombre de dossiers identique à la prog. précédente			A partir des dossiers dont on anticipe la reconduction		
	Nombre de dossier	Calcul ** (montant mensuel x nombre de mois)	Montant	Nombre de dossier	Calcul** (montant mensuel x nombre de mois)	Montant
2018-2019	19	341 259 € x 24	8 190 216,00 €	13 ***	323 733 € x 24	4 208 533,63 €
2020	19	341 259 € x 12	4 095 108,00 €	6,2 M € / 12 mois à distribuer aux projets les plus performants		

Sources: MDFSE

* Ces projections ne peuvent être établies que sur la base des dossiers conventionnés dans les Bouches-du-Rhône. L'élargissement au Var permettra de toucher de nouveaux bénéficiaires.

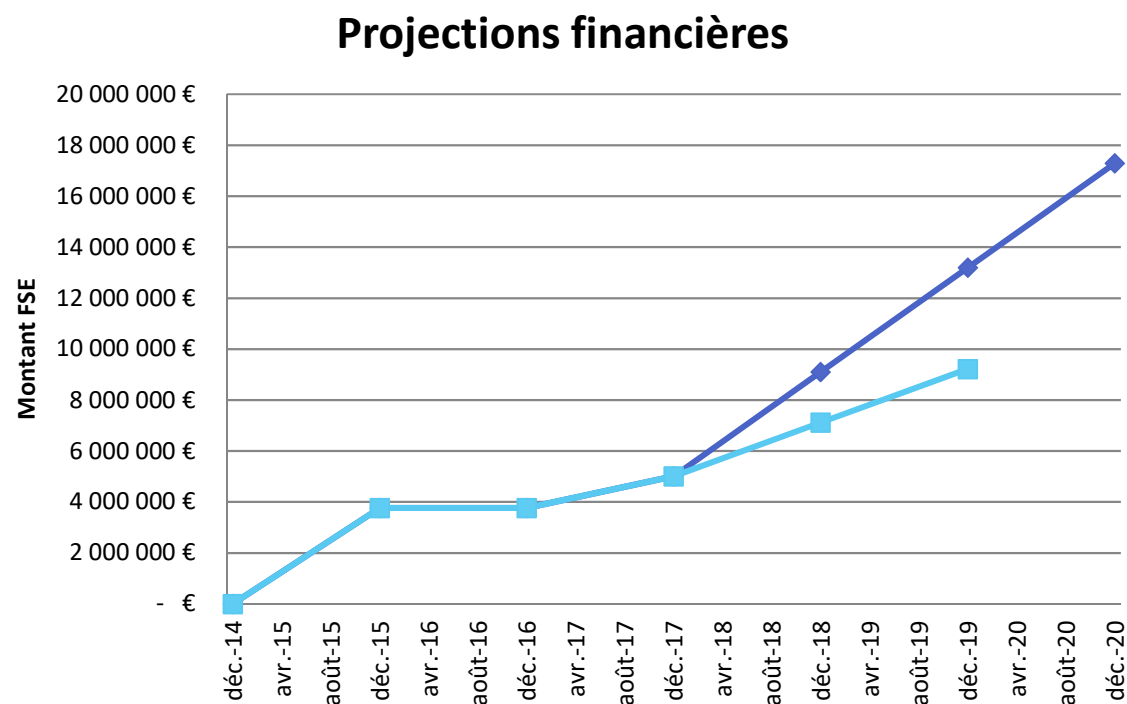
** Le montant mensuel est calculé comme suit: pour chaque projet, nous ramenons le montant conventionné au nombre de mois de l'opération. Nous additionnons ensuite le montant mensuel de l'ensemble des projets

*** Sélectionnés sur la base de critère de performance: capacité de gestion des fonds européens, nombre de participants, ainsi que sur la base de critères plus objectifs: inéligibilité des ML.

Le GIP FCIP Aix-Marseille (500 000 €, 1 200 jeunes) ne fait pas partie des sélectionnés. Un AP spécifique en vue?

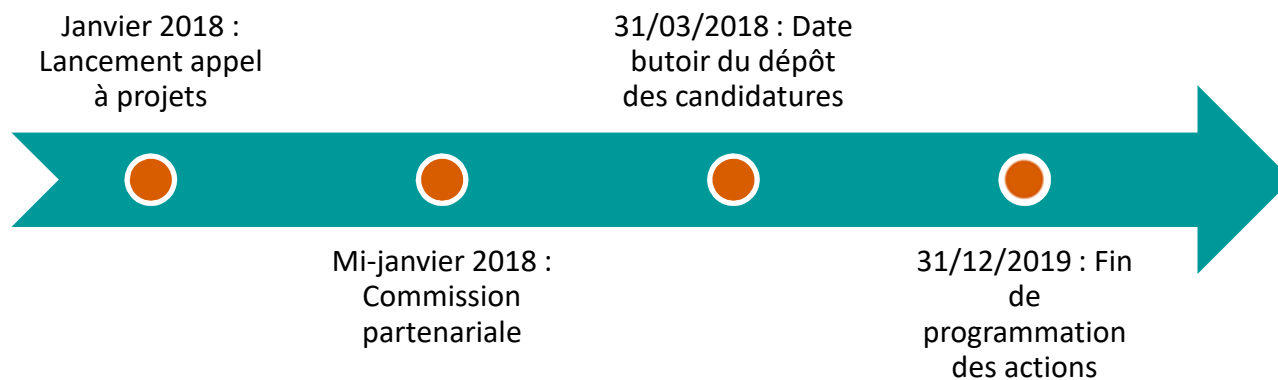
Initiative pour l'emploi des jeunes 2018-2020

Projection théorique – hypothèses financières



Appel à projets IEJ

Calendrier



Rétroactivité possible au 1^{er} janvier 2018

Communication



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

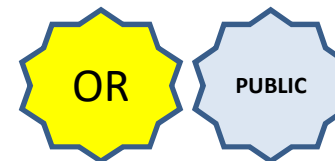


Union européenne
Fonds social européen

ECHELON NATIONAL

Résultats des Trophées FSE 2017

Catégorie « Agir pour la diversité »



Le dispositif « NEET »

Association: Les Papillons blancs de
Roubaix-Tourcoing

2016

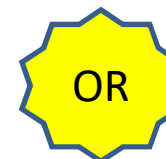
Ce dispositif a pour objectif de détecter et d'évaluer parmi un public de jeunes NEET la déficience intellectuelle, puis de les diriger vers les structures d'accompagnement adaptées à leur handicap pour construire un parcours de réinsertion personnelle et professionnelle

Les Trophées d'Argent et de Bronze de cette catégorie « Agir pour la diversité » ont respectivement été remportés par le projet « Égalité professionnelle passez à l'action » de la **SCIC FETE** (Femmes Égalité Emploi) et par le projet « Passerelle vers l'Emploi » de **Pôle emploi Bretagne** ex æquo avec le projet « Itinéraire égalité » de **l'Association pour le développement de la Formation professionnelle dans les Transports** (AFT).

ECHELON NATIONAL

Résultats des Trophées FSE 2017

Catégorie « Accompagner l'innovation territoriale pour l'emploi sur les territoires »



Le projet « Made by EcoMenuiserie »

Chantier d'insertion dédié à la création et à la fabrication de mobilier design en bois et métal récupéré

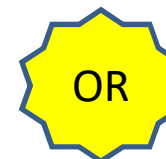
« **MadeByEcoMenuiserie** » s'inscrit dans une logique d'économie circulaire et de circuits courts via le réemploi et la valorisation de déchets bois. Depuis juin 2015, le chantier, qui emploie 8 salariés en CDDI a fait migrer son activité initiale d'éco-construction vers l'éco-menuiserie.

Les Trophées d'Argent et de Bronze de cette catégorie ont respectivement été remportés par « Made in Gévaudan » de la **plateforme d'Insertion par l'Humanitaire et la Coopération (PIHC)** et par « Milo TV » de **l'Association Régionale des Missions Locales de Corse**

ECHELON NATIONAL

Résultats des Trophées FSE 2017

Catégorie « Développer les connaissances et les compétences numériques, réussir la transformation digitale »



Le projet Digital TPE

Maison de l'emploi et de la formation
professionnelle du Pays de Brest

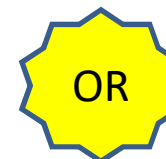
L'objectif de ces projets est d'apporter des solutions en matière d'emploi, d'insertion et de formation face aux enjeux liés à l'acquisition ou au développement de connaissances ou de compétences numériques en faveur des salariés, des demandeurs d'emploi ou des personnes en insertion professionnelle.

Le projet « **Script Métiers du numérique** » du FAF.TT finit second.

ECHELON NATIONAL

Résultats des Trophées FSE 2017

Catégorie « Faire le pari des jeunes adultes »



« Reims sans frontière »

La Mission locale pour la jeunesse de Reims décroche le Trophée d'Or avec son projet 2016, pendant 4 à 8 mois, 180 jeunes primo-arrivants en France

En leur dédiant un conseiller et un bénévole, l'enjeu est de les remettre sur le chemin d'une insertion sociale et professionnelle durable. Sas de préparation à l'accueil plus traditionnel de la Mission Locale ensuite, système d'aide à l'insertion, d'accompagnement du potentiel professionnel, le projet se définit comme un levier « de remise en route et en rythme » pour les jeunes qu'il accompagne. Il coordonne les quatre conditions indispensables à une insertion : les papiers, le travail, la langue et le logement.

Les Trophées d'Argent et de Bronze de cette catégorie « Faire le pari des jeunes adultes » ont respectivement été remportés par le projet « Masterclass apprentissage » défendu par la **Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Maritime** et par le projet « Coopératives Jeunesse de Services » de la coopérative **l'Ouvre-Boîtes 44** ex æquo avec le projet « Jeune orchestre de l'Abbaye aux Dames » de la **cité musicale de l'Abbaye aux Dames de Saintes**.

ECHELON REGIONAL

La page Facebook du FSE en PACA

258 « J'aime » en Déc 2016
470 aujourd'hui

Relayer l'actualité du territoire
PACA

Actualité Direccte, des
partenaires, des porteurs
conventionnés

Etre visible sur les réseaux
sociaux
&
Suivre les autres pages
institutionnelles

Diffusion des vidéos de
promotion FSE (internes et
externes)

Public cible : grand public et
citoyens



ECHELON REGIONAL

Les initiatives de la Direccte

La Direccte PACA souhaite alimenter en contenus ludiques la page Facebook via 6 vidéos reportages mettant en valeur les projets de la région.

6 reportages sur les structures porteuses de projet, sur nos publics bénéficiaires

Objectifs 1: Mieux faire connaître le FSE, le rendre concret

Objectif 2 : Vendre l'impact direct en Région

Processus de sélection:

La sélection se fera en interne pour les axes 1 et 2

La sélection se fera en concertation avec les OI pour l'axe 3

Les projets sélectionnés ainsi que ceux qui auront émergés seront proposés et soutenus aux Trophées FSE 2018

Critères de sélection

- Innovation (à la fois dans la méthode et dans la nature du dispositif)

- Plus-value par rapport aux dispositifs de droit commun

- Taux de sorties positives

- Impact FSE en matière de FSE et en nombre de participants

ECHELON REGIONAL

Les initiatives de la Direccte

La Direccte PACA souhaite alimenter en contenus ludiques la page Facebook via des vidéos reportages mettant en valeur les projets de la région.

Afin de faciliter sa diffusion sur les réseaux sociaux

Ce reportage sera sur un format court et ludique:

1.30 à 2 min

Sous-forme d' « ITW micro trottoir »

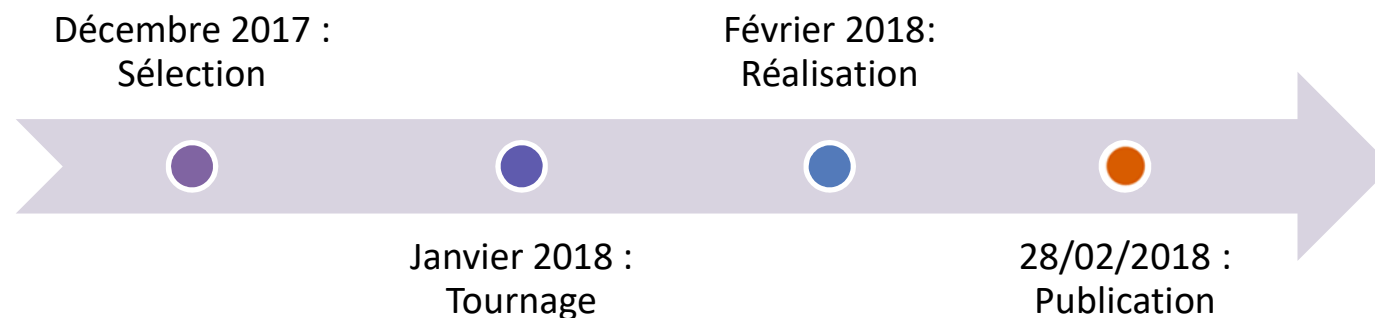
Ils seront composés ainsi:

- Prise de vues de la structure dans son ensemble (locaux, devanture, éléments visuels)
- Présentation de la structure par un représentant (Directeur, chargé de mission, etc...)
- 2-3 questions posées à 1 ou 2 participants, notamment portées sur la plus-value du dispositif
- Un représentant de la structure parlera de l'aspect innovant du projet, de l'apport du FSE dans son projet (Effet levier, structuration administrative)

ECHELON REGIONAL

Le calendrier

La Direccte PACA souhaite alimenter en contenus ludiques la page Facebook via des vidéos reportages mettant en valeur les projets de la région.



ECHELON REGIONAL

Le JME – Les caractéristiques 2018

Pour sa première participation au JME, **la Direccte PACA a organisé une manifestation grand public** à Marseille afin de créer du lien avec les citoyens et de les sensibiliser sur l'Europe. L'édition 2018 aura des caractéristiques supplémentaires.

**Une plus grande
implication des OI**

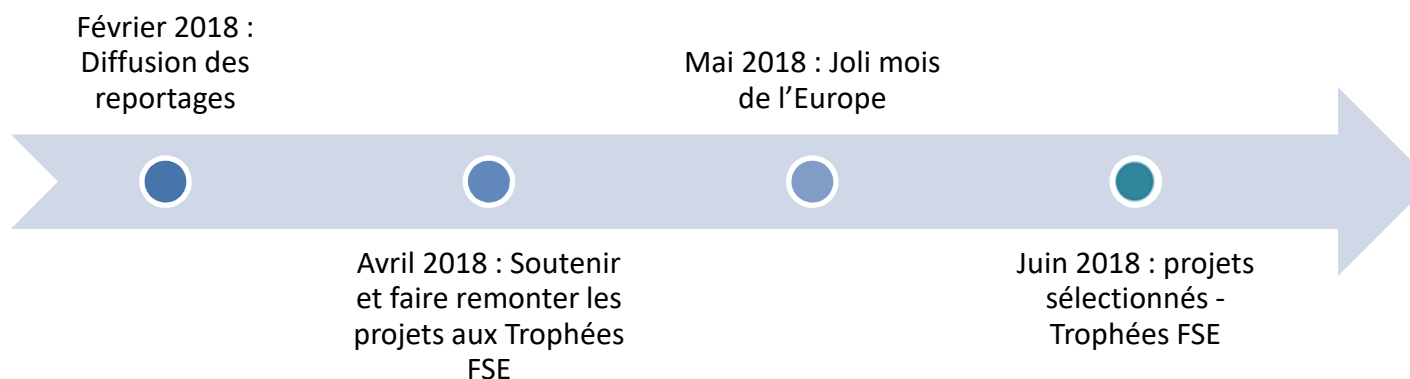
Stand et visibilité des
projets conventionnés

**Organisation hors
Bouches-du-Rhône**

**Développer notre
visibilité presse**

ECHELON REGIONAL

Calendrier 2018



Limiter les erreurs dans les instructions et les contrôles phase 2



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

Les réponses aux constats de la mission d'audit : les points majeurs

**Production d'une procédure
de suivi de la lutte anti-
fraude et de la mise en
œuvre de la cartographie
des risques**

**Suivi des erreurs les plus
fréquemment observées
dans les contrôles et les
instructions**

**Signature effective d'une
procédure de séparation
fonctionnelle au sein de
l'AGD pour les opérations
internes**

**Négociation avec le CR afin
que les comités régionaux
de programmation et de
suivi (coprésidence Etat-
région) revêtent un
caractère plus officiel**

Plan d'action sur prévention de la répétition des erreurs dans les contrôles

**Deux sujets ont
été identifiés par
le service**

**La prévention des erreurs
portant sur des règles de
gestion connues :**

**= le simple respect des
textes ou des procédures
suffit à anéantir le risque.**

**La diffusion de
l'information portant sur
des erreurs ou règles de
contrôle non identifiées
auparavant**

Erreurs portant sur des règles de gestion connues-enjeu

Recenser la fréquence de l'inobservation des textes

Réaliser des statistiques sur les règles les plus fréquemment enfreintes

Diffuser cette information à tous les services gestionnaires via un rappel

Permettre à tous de réfléchir au motif de l'irrespect de la règle : mauvaise compréhension, mauvaise organisation interne défaut de supervision, turn-over...

Permettre à chacun de faire évoluer sa cartographie ou son plan d'action

Erreurs ou règles de contrôle non identifiées auparavant: 8 identifiées à ce jour

Soit un risque de mauvaise gestion non déjà prévu, souvent lié à une nouvelle interprétation des textes et que le simple respect des instructions *stricto sensu* ne permet pas de réduire.

Les sources d'identification sont les mêmes à l'exclusion des supervisions de la DIRECCTE (soit toute source jugée légitime et d'un niveau d'interprétation supérieur)

La DIRECCTE se réservera le droit néanmoins de demander une interprétation à l'AG en titre et de demander que la nouvelle sujétion imposée le soit à tous (via les questions réponses, un mail de rappel à toutes les DIRECCTE, ou ma ligne FSE)

Erreurs portant sur des règles de gestion non connues- enjeu

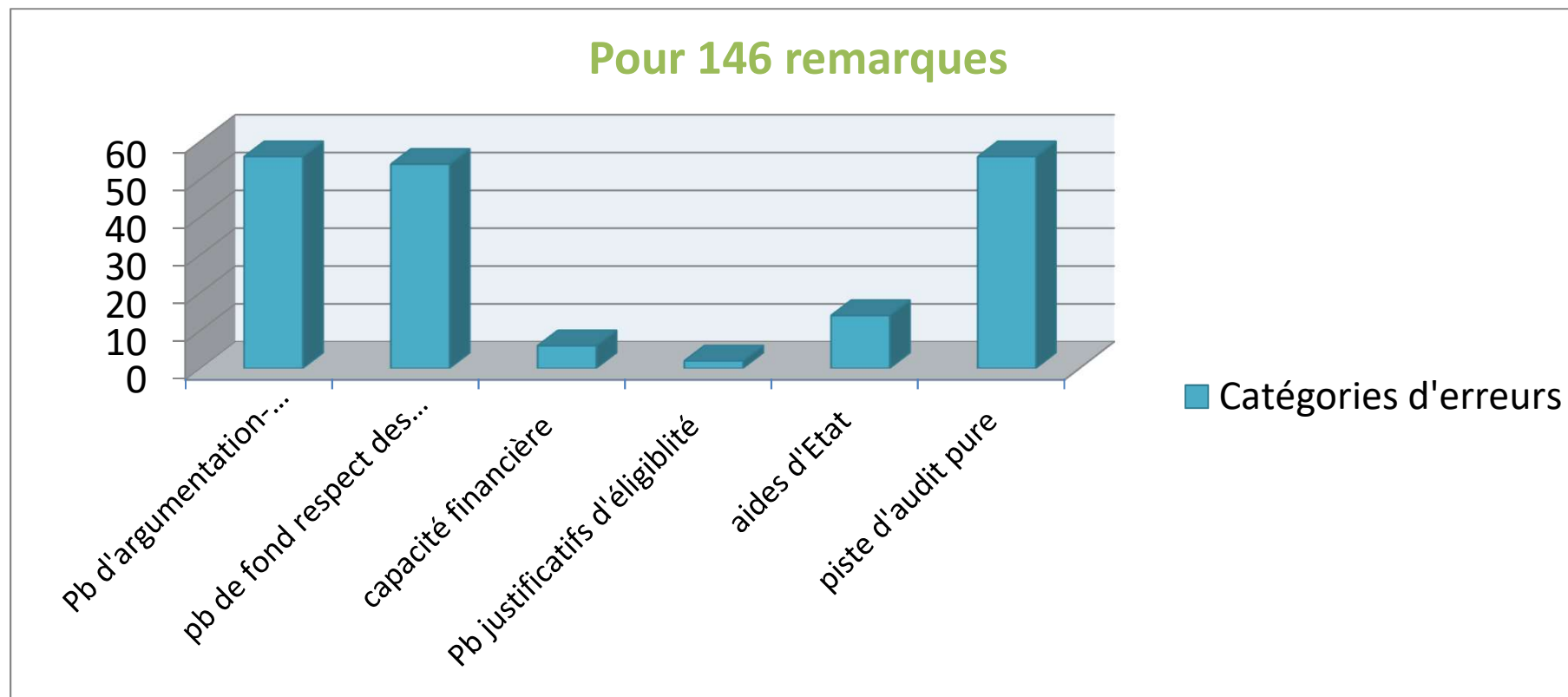
Corriger sans
délai les dossiers
en cours de
traitement au
niveau régional,
sans
rétroactivité
toutefois

Produire le cas
échéant des
outils de gestion
modifiés

Alimenter s'il y a
lieu les groupes
de réflexion

limiter les
risques d'erreur
à venir

Erreurs portant sur des règles de gestion non connues- enjeu



Interprétation nouvelle: Report de participants n-1 et preuve d'éligibilité

Bien que la notion de stock soit prévue, l'éligibilité vérifiée antérieurement au démarrage du financement de l'opération par le FSE pose problème

- Vise principalement les PLIE et parcours de plus de 12 mois

Conséquence: un blocage en contrôle de supervision

- Date de démarrage opération FSE = date d'examen de l'éligibilité

Les solutions de régularisation

Passer un avenant quand les dates de réalisation ou d'exigibilité du bilan le permettent

Y préciser que les personnes entrées en parcours avant le financement FSE sont acceptées (+ conditions) et que les pièces justificatives afférentes pourront donc être antérieures

S'il est trop tard: produire, au-delà du contrat d'engagement, qui est donc antérieur, une pièce justificative prouvant que la personne est toujours éligible à la date du début du cofinancement: CAF, CNI, PE

A venir: évolution du modèle de convention dans MDFSE afin que les pièces justificatives ne soient plus rapatriées dans l'annexe de la convention

Dans vos conventions et instructions: précisez bien qu'il y aura à la fois des reports et des entrées nouvelles. Quand vous listez les pièces justificatives, précisez « et ou » afin qu'elle puissent se remplacer

Portée de la régularisation demandée

tous les dossiers
programmés non
certifiés

Suppose de : reprendre
des contrôles voire
demander une
annulation d'envoi à la
DRFIP

Passer des avenants
quand il en est temps

Etre précise dans la
rédaction des
conventions si les
dossiers viennent d'être
programmés

Résultats de l'analyse des cartographies: les sujets qui restent cotés à risque Présentation non exhaustive



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

Comparaison des cartographies, première analyse

La nomenclature imposée ne facilite pas la détermination du risque : les notions de risque moyen, modéré et faible sont proches

entraîne des cotations où les 3 couleurs sont souvent utilisées pour une même réponse

Ressenti général que les règles sont bien maîtrisées, ce qui entraîne cpdt des cotations moyennes - l'aléa est comme intégré par sécurité, on ne s'autorise pas souvent la cotation « maîtrise »

Pour les risques majeurs: financiers, juridiques et piste d'audit

La maîtrise des risques identifiés tient principalement à la vigilance en instruction -VSP - et contrôle

Le SI est en règle générale un bon pare-feu soit parce qu'il intègre une fonction bloquante, soit parce qu'il oblige à aborder un point précis. Il règle quasiment la question de la piste d'audit

Tout tient réellement au détail des explications portées dans les rapports: la règle-les faits-la conclusion sur chaque point

Eligibilité: Tout dépend de la convention et des pièces requises!

Risque résiduel selon la position des auditeurs en matière de pièces justificatives requises.

Ce n'est pas l'inéligibilité qui pose problème mais le périmètre de la preuve de l'éligibilité et le nombre de pièces cumulatives demandées

Prévoir une analyse de la conformité d'un cahier des charges dans le CSF et verser les pièces dans MDFSE

Risque juridique et financier: Bien analyser ses marchés publics

Marchés: Etre attentif à la position de la DRFIP qui requiert une véritable analyse du cahier des charges des marchés publics , au-delà du simple respect de la procédure

Toujours pas de solution pour sanctionner un défaut de mise en concurrence ou une MEC imparfaite en cas de forfait de 40%

Prévoir une analyse de la conformité d'un cahier des charges dans le CSF et verser les pièces dans MDFSE

Risque juridique: Attention aux aides d'Etat!

Non conformité à la réglementation sur les aides d'Etat

Non conformité à la réglementation sur le SIEG

La complexité de la réglementation et l'absence d'éléments d'interprétation stabilisés crée un risque spécifique – formation inégale des services - prévoir une réflexion collective et des argumentaires croisés

Piste d'audit: L'organisation prime!

Préciser au bénéficiaire que tous les documents doivent être conservés jusqu'à la date prévue par la convention. Vigilance particulière sur les preuves d'éligibilité éventuellement non versées sur MDFSE car non échantillonnées spécifiquement. Elles doivent rester disponibles.

Oublier une pièce ou mal l'imputer reste un problème, de même que la logique de classement sur MDFSE entre "coffre fort", mails, et autres emplacements possibles, Pb de MDFSE qui ne permet pas d'ajouter des documents quand une étape est validée

Bien veiller à faire valider les AP par la DIRECCTE. Cette dernière doit faire valider les siens par la DGEFP

Mieux prévenir les plaintes et les contentieux

Bien respecter la procédure contradictoire et les mentions obligatoires (voies de recours)- respecter les délais de paiement dans la mesure du possible pour limiter les plaintes des bénéficiaires sur la plateforme, motiver les avis défavorables. Envoyer à ses bénéficiaires une information sur l'existence de la plateforme. Diffuser la plaquette produite par la DIRECCTE et l'afficher des locaux des projets.

Risque résiduel lié à la position actuelle du TA de Marseille en cas de retrait d'actes créateurs de droit au-delà de 4 mois.

Faire appel quand nécessaire pour obtenir la position d'une CAA

Risque lié à l'utilisation dévoyée de la plateforme de plaintes.

Risque de perte de temps avec itérations entre DIRECCTE et DGEFP

Risque RH: anticiper la rotation des effectifs

Les délais de recrutement pour l'Etat et les collectivités – La contrainte des calendriers RH - Les salaires proposés pour les contractuels limitant les recrutements à des juniors. L'effort de formation consenti.

Le risque résiduel est de connaître fréquemment une baisse temporaire d'effectifs entraînant des retards en dépit des moyens d'anticipation mobilisés

Thésauriser des CV, échanger en réseau, anticiper les vacances de postes, publier en dehors de la BIEP pour les postes de contractuels

Systemes d'information: concilier traçabilité et protection des données individuelles

Eviter de conserver sur les réseaux internes les données personnelles relatives aux participants

Privilégier la conservation sur MDFSE + enlissement avec accès limité à une ou deux personnes

Intégrer une obligation de confidentialité dans les contrats externes et les marchés de prestations

Prévention des fraudes: pas si simple!

Il convient d'assurer a minima la publicité des plateformes.

La DIRECCTE vous propose deux affiches type

Faire un effort de description dans les cartographies: On ne se contente plus de dire qu'une plateforme existe, on décrit la manière dont on s'en sert

Ouvrir la possibilité aux participants eux-mêmes de signaler une doléance augmenterait les signalements possibles ...mais les plateformes ne sont pas prévues pour cela.

Si un cas n'est pas spontanément signalé ni naturellement détecté par un service on ne peut rien faire et le risque reste théoriquement élevé.. Puisque non détecté

Saisie des indicateurs: inciter à la régularité

En amont: information collective, VSP et formation des bénéficiaires

En aval: rappels par courriels collectifs ou ciblés.

Pas de saisie = des cibles qui ne décollent pas

Demander aux bénéficiaires de limiter la saisie à une ou deux personnes bien formées de vérifier les informations fournies par les participants.

vérifier en contrôle les doublons. Sanctionner les manquements en aval tel que le prévoit la convention.

Conclusion

La DIRECCTE adressera début décembre aux OI et à la DGEFP son projet de prévention par risque résultant de la comparaison des cartographies

Les OI sont libres d'adopter les mêmes mesures ou d'en ajouter

Les cartographies doivent bien tenir compte des premières remarques en audit – nous avons désormais deux années de recul

Le SFSE poursuivra les groupes de travail par thématique: sujets prioritaires à venir: encadrement des aides et pièces justificatives



en Provence-Alpes-Côte d'Azur

avec le Fonds Social européen

Merci pour votre attention



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen

Visites de projets à Marseille

ADPEI à 14h30

« Réduire la fracture numérique des personnes
en insertion professionnelle »

INTERMADE à 16h

« Starter - création d'entreprises socialement
innovantes » + présentation du créateur share-
wood



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



Union européenne
Fonds social européen